L'Europe, et le basculement vers l'Asie d'une économie mondiale sous menace environnementale

*Europe, and the Shift Towards Asia of a Global Economy Under Environmental
Threat*

Pascal Petit

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6177>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.6177](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6177)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Pascal Petit, « L'Europe, et le basculement vers l'Asie d'une économie mondiale sous menace
environnementale », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014,
mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 21 mars 2023. URL : [http://journals.openedition.org/
interventionseconomiques/6177](http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6177) ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6177>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

L'Europe, et le basculement vers l'Asie d'une économie mondiale sous menace environnementale

Pascal Petit

Directeur de recherche CNRS émérite,
CEPN (Centre d'économie de Paris Nord)

L'influence grandissante de l'Asie et de la Chine passe par une coopération plus étroite avec les régions développées de l'Amérique du Nord et de l'Europe

Le transfert d'activités économiques vers l'Asie est une donnée de fait, inscrite dans des différentiels de croissance durables, même si le ralentissement de l'économie mondiale induit par la stagnation économique des pays développés se prolonge, réduisant l'ampleur que ce déplacement d'activités avait acquis au tournant des années 2000.

L'arithmétique des différentiels de croissance aboutit à des résultats indiscutables en termes d'évolution relative des PIB. Celui de la Chine a dépassé en 2012 celui des pays de la zone Euro. En 2025, le poids de la Chine et de l'Inde réunis devrait, selon l'OCDE, dépasser celui du G7. En déduire que l'Asie sera la puissance hégémonique du 21^e siècle, c'est aller un peu vite en besogne. Il est en premier lieu bien évident que l'Asie, même réduite à la Chine et l'Inde, est loin d'être un bloc assez homogène pour développer les coordinations requises pour imposer un certain ordre mondial. Mais à l'évidence, ces pays, et en tout premier lieu la Chine, deviennent incontournables en matière de gouvernance mondiale.

Une des premières réactions lors de l'éclatement de la crise financière globale de 2008 a d'ailleurs été de reconnaître cette montée en puissance de l'Asie dans les grandes institutions internationales, comme dans les instances de concertation entre grandes puissances. Mais l'on ne peut sans autre considération simplement extrapoler ces ajustements, même si le poids de la Chine dans l'économie mondiale doublera quasiment entre 2011 et 2060 (passant de 17 % à 28 %) pendant que celui des États-Unis sera réduit d'un tiers (de 23 % à 16 %) et celui de la zone euro de la moitié (de 17 % à 9 %). Ces estimations sont sujettes à débats, mais il n'en demeure pas moins que leur ordre de grandeur pose effectivement la question de leur impact sur la gouvernance mondiale.

Le défi climatique

Pour éviter les réponses qui concluent trop mécaniquement à la domination de l'Asie, il faut s'interroger sur les défis du monde à venir et sur la façon dont les différentes parties du monde vont s'y trouver confrontées. Ces derniers sont nombreux. Le premier qui s'impose est le défi climatique qui, par son ampleur, suffit à repositionner le débat. Mais disons-le d'emblée, plus largement, la gouvernance mondiale à venir devra répondre à nombre de dérèglements induits dans tout notre environnement par les activités humaines. Notre entrée dans l'ère de l'anthropocène présente des défis considérables. Le plus connu est certes celui du dérèglement climatique qui, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIECC), requiert que nous réduisions de 80 % nos émissions de gaz à effets de serre d'ici à 2050, sous peine de subir une succession de catastrophes atmosphériques dévastatrices. Pour éviter cela et compte tenu de l'inertie politique face aux phénomènes en cause, des mesures drastiques doivent être prises dès 2030. D'autres menaces se profilent également à l'horizon. Martin Rees, ancien président de la Société britannique pour l'avancement des sciences a d'ailleurs dressé un tableau éloquent de tous ces risques dans son ouvrage *Our final century* (2003). On peut penser aux effets sur la santé de l'accumulation des polluants chimiques dans l'environnement, aux accidents de nature biotechnologique ou encore à des pandémies bactériologiques.

Réduire la vulnérabilité de nos sociétés face à ces menaces multiformes deviendra l'impératif de tout système de gouvernance tant au niveau national que mondial. La Chine va-t-elle contribuer assez rapidement à la mise en place d'un système de gouvernance mondiale à la hauteur de ces enjeux, au moins pour offrir une certaine légitimité à l'hégémonie que pourrait lui conférer sa puissance ?

On peut en douter. Les niveaux de vie et d'éducation en Chine ne se rapprocheront de ceux des pays européens qu'aux environs de 2050, horizon où certainement des fortes mesures de réorganisation de nos activités de production, de consommation et d'échanges auront été prises. Certes la fréquence accrue des dérèglements et autres catastrophes climatiques au cours des deux prochaines décennies fera prendre conscience plus intensément des menaces qui pèsent sur le monde, mais la volonté de rattraper le niveau de vie des pays riches restera toujours forte même si ce dernier ne progresse guère.

L'Europe et la gouvernance globale

Dans ce contexte, l'influence grandissante de l'Asie et de la Chine ainsi que leur capacité à orienter la gouvernance mondiale passent par une coopération plus étroite avec les régions développées de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Par contre, le relatif isolationnisme des États-Unis en matière d'environnement – un pays n'assume nullement son leadership pour répondre aux défis précités – renvoie vers l'Europe certaines responsabilités dans la recherche active de modes de développement soutenable. Le protocole de Kyoto comme les positions défendues par l'Europe dans les conférences internationales sur la dégradation du climat organisées par les Nations unies vont bien dans ce sens. Mais cette possibilité de coopération entre l'Europe et l'Asie en faveur de politiques fortes, à la hauteur des enjeux globaux en matière d'environnement, se trouve pour l'heure fortement hypothéquée par la crise que traverse l'Union européenne. Cette crise est profonde et sa nature structurelle a été dévoilée par les avatars de la crise financière globale de 2008 qui mit à mal les finances publiques de certains pays membres et fit apparaître les limites des mécanismes communautaires de solidarité.

La question de cette coopération autour d'une gouvernance mondiale qui puisse imposer des règles d'un développement soutenable à l'échelle planétaire, vaut d'autant plus d'être posée que c'est précisément autour de la mise en place de telles règles que l'Europe peut refonder un projet communautaire largement perdu par son immersion progressive dans une globalisation libérale. Cette reconstruction peut sembler illusoire dans cette période de grande division. Elle l'est moins si l'on voit ces politiques de développement soutenable comme des objectifs de moyen terme vers lesquels les pays membres de l'UE peuvent progresser, éventuellement à des rythmes différents. L'Europe peut sortir de certaines contradictions en mettant en place, comme le souligne le projet EU FP7 Augur, des politiques à plusieurs vitesses avec des obligations de solidarité explicites. Dans cette perspective de renaissance d'un projet européen, les questions

d'environnement planétaire sont sans doute les seules à pouvoir jouer un rôle déterminant. La face du monde n'en sera pas immédiatement changée – le poids de l'Europe devenant deux fois moindre que celui de la Chine – mais la contribution de l'UE à la mise en place d'une gouvernance mondiale beaucoup plus soucieuse de l'environnement planétaire peut être décisive.

Références : l'OCDE (note 15 de Novembre 2012 du département économique) ; Projet EU FP7 Augur : www.augurproject.eu.